

UIPL : TROP chargé-es d'affaire !

On les appelle les CAFF. A l'UIPL, les chargé-es d'affaire n'en peuvent plus. Ils n'en peuvent plus des dossiers qui s'accumulent dans leur bannette, sur leurs bureaux, sur leurs épaules, à la maison, dans leur sommeil. Les appels des collectivités, la pression des particuliers, les attentes des sous traitants, et les piles et les piles de dossiers. Ils n'en peuvent plus du salaire qui stagne ou de l'absence de perspective, en bande C pendant 5 ans, 10 ans, 15 ans ???
Ils n'en peuvent plus de s'inquiéter pour le devenir de leur métier.

Ils et elles ont 28 ans, 33 ans, 56 ans , ou bien 40 ans, tous-tes attaché-es à leur boulot. Homme ou femme, tous-tes fatigué-es . CAFF FTTH, cuivre, référent, ou encore fiche navette, ...tout-es écoeuré-es.
Certain-es en tombent malades.

Comme représentant-es du personnel, nous alertons depuis plusieurs années. On nous écoute ... parfois poliment. C'est le grand théâtre, on nous répond rarement sur le fond.

Ça fait plus d'un an qu'ensemble, salarié-es et syndicalistes SUD et CGT, ils et elles tirent la sonnette d'alarme sur tous les sites. Il y a eu des réunions, des audiences, des préavis de grève, une grève, des pétitions... Pour quelques saupoudrages d'embauche - enfin quelques jeunes avec nous- et des CDD ici ou là... Mais rien de sérieux au regard de l'ampleur des départs et des savoirs qui partent avec les collègues expérimentés.

Quand à la reconnaissance, une promo par ci par là, et un miroir aux alouettes : il paraît que là haut, ils réfléchissent!

Avec le soutien de la CGT et de SUD, 63 d'entre eux ont décidé de faire grève le 28 septembre dernier pour dire STOP, en convergeant vers le siège de l'UIPL à Angers.

Le directeur n'était pas là, le DRH a reçu seul une délégation dans un bureau sans chaise. Nous pensions qu'il représente Orange mais il leur a conseillé d'aller voir ailleurs, directement chez Stéphane Richard. (!!!)

Le mépris, c'est dangereux !

Le déni de réalité, l'absence de prise en compte du travail réel écoeurent même les plus jeunes, qui ne sont pas moins attaché-es au travail bien fait. A force de ne pas entendre, l'entreprise prend des risques, y compris celui de casser l'énergie de ses plus jeunes salarié-es. Nous ne l'acceptons pas.

Les élu-es SUD ont interpellé la Direction de la DO Ouest lors du CE du 29/30 septembre :

« Ce sont les équipes des chargé-es d'affaire de l'UIPL qui alertent l'entreprise depuis longtemps, avec plus d'intensité ces 6 derniers mois avec le soutien de SUD et de la CGT. Des échanges, des réunions, des grèves aussi en février dernier, et puis, du côté de l'entreprise, de l'écoute, des paroles, et des engagements non tenus, des faux semblants et des fuites qui ne résistent pas à l'examen de la réalité.

Trop c'est trop, les chargé-es d'affaire de l'UIPL étaient en grève massivement ce mercredi 28 septembre, pour une vraie prise en compte des besoins en effectifs, pour que des recrutements aient lieu, pour que la charge de travail redevienne supportable, et pour une vraie reconnaissance de leur métier et de sa technicité. Sud vous demande de prendre en compte leurs attentes. »

Cette journée de mobilisation a été l'occasion également de mesurer la détresse des personnels du service des « fiches navettes » à La Roche sur Yon qui viennent de prendre connaissance d'un projet de fermeture de leur service.

Fermeture inexplicable au niveau du service rendu aux clients, fermeture absolument inacceptable pour le personnel concerné, sommé dans un temps très court de devoir chercher un autre poste ! SUD exige que ce projet soit retiré ! En tout état de cause, les délais indispensables pour le personnel et l'examen par les différentes IRP (y compris le CE) doivent respectés la loi !

L'amertume des salariés d'Orange qui manifestent à Angers



Une cinquantaine de chargés d'affaire manifestaient, ce mercredi 28 septembre, devant le siège des bureaux d'études techniques d'Orange, à Angers

Une journée de grève était observée ce mercredi 28 septembre au sein de l'unité d'intervention des Pays de la Loire, chez Orange. Les syndicats Sud et CGT dénoncent « un plan social déguisé. » Ils ont manifesté à Angers.

« Pourquoi n'anticipent-ils pas les départs en retraite alors qu'il y a du boulot. Il n'y a rien de pire que de subir et d'en arriver aux arrêts maladies », résume Robert Grenier, délégué SUD. En cause le non-remplacement des départs en retraite des chargés d'affaire Orange.

Toujours moins de salariés. « On constate, depuis plusieurs mois, une déflation du personnel. Ces deux prochaines années s'annoncent très critiques pour nous. Sur le site de La Roche-sur-Yon, sur les 34 chargés d'affaire, 18 partent. On a reçu, à ce jour, une seule embauche. » Aujourd'hui, ces salariés défendent leur emploi et leur avenir.

Pierre fait parti des plus jeunes recrues. Au service pilotage à Nantes, il est affecté au déploiement de la fibre optique. Avec trois collègues, il intervient sur deux régions : « **On travaille jusqu'à 43 heures par semaine. On fait des heures supplémentaires sans être payé, sinon le service s'écroule.** »

Arrêts et départs en hausse

Les syndicats alertent sur les arrêts maladie de plus en plus fréquents. Et les départs des petits nouveaux, « **des bac + 2 payés 1 385 € nets par mois. La prime de participation ne fait pas un salaire.** » Des embauches qui se tarissent. « **Ils appliquent la politique d'Orange, en vue de la digitalisation à outrance** », selon Thierry Duval, délégué CGT, qui souligne un recours massif à la sous-traitance, de 20 à 37%. En bout de chaîne, c'est l'abonné qui paie les pots cassés, avec des retards dans les raccordements aux réseaux téléphoniques et internet. « **Vingt jours de retard pour un particulier. C'est aussi très impactant pour les entreprises et les collectivités locales que l'on n'arrive plus à livrer en temps et en heure.** »

À l'issue d'un rassemblement devant le siège des bureaux d'études techniques d'Orange à Angers, une motion était remise à la direction.

La suite ? Ne rien lâcher !

Beaucoup de collègues Chargé-es d'affaire de différents services et sites ont pu s'exprimer, échanger, débattre au cours de la journée.

Un constat semble largement partagé : la direction n'a rien semblé vouloir (« pouvoir », prétend-elle) lâcher à l'issue de la rencontre avec le DRH.

Il est essentiel de maintenir la pression pour obtenir satisfaction, sur l'emploi et les reconnaissances de compétences notamment.

Le principe de se retrouver en heure d'informations syndicales a été pris. Plusieurs idées sont avancées qu'il faut élaborer ensemble.

Le dernier trimestre va être déterminant pour contraindre la direction de l'UIPL de revoir sa copie : d'ors et déjà, de nouvelles formes d'action sont envisagées. Pas de doute, c'est en continuant l'action collective que les Chargé-es d'affaire obtiendront satisfaction !!!